

PRESIDENTIELLE AMERICAINE 2012 : QUELLES PERSPECTIVES POUR UN SECOND MANDAT DU PRESIDENT OBAMA EN MATIERE DE POLITIQUE ETRANGERE ?

*Par Raphaël RAMOS,
Chercheur associé à l'ESISC*

En politique américaine, le second mandat présidentiel est généralement perçu comme offrant à son titulaire une opportunité de s'affirmer dans le domaine de la politique étrangère et, par ce biais, d'entrer dans l'histoire. Ardent critique la politique de détente qui avait, selon lui, légitimité l'Union soviétique en tant qu'égal des Etats-Unis, Ronald Reagan se lança pourtant à partir de 1985 dans une série négociations sur la réduction des armes stratégiques. De même, Bill Clinton adopta une posture beaucoup plus active sur le dossier israélo-palestinien à la fin de sa présidence. Si ses efforts aboutirent à l'échec du sommet de Camp David en juillet 2000, ils tranchèrent cependant avec son relatif effacement lors des accords d'Oslo, signés au début de son mandat en 1993. Son successeur, George W. Bush, sembla également s'émanciper de l'influence du courant néoconservateur durant la seconde moitié de sa présidence en remaniant son équipe pour mener une politique moins marquée par l'unilatéralisme.

L'actuel président Barack Obama, qui briguera un second mandat lors de l'élection du 6 novembre prochain, ne semble pas étranger à ces considérations. Lors d'une conversation privée avec son homologue russe Dmitri Medvedev en mars dernier, il expliquait avoir besoin de temps, arguant qu'une fois réélu, il aurait « *plus de flexibilité*¹ ». Cette promesse illustre l'idée communément admise selon laquelle un président dépourvu de la contrainte de se faire réélire serait plus libre de mener une politique plus audacieuse. Si le bien-fondé de cette croyance, largement popularisée par des candidats en quête de réélection, peut se discuter, son application à un éventuel second mandat de Barack Obama mérite d'être étudiée.

Les affaires étrangères ont en effet marqué la présidence de l'ancien sénateur de l'Illinois. De la mort d'Oussama Ben Laden à celle de Mouammar Kadhafi en passant par les guerres d'Irak et d'Afghanistan, les crises internationales ont jalonné ses quatre années à la Maison-Blanche, lui permettant de parfaire son expérience dans un domaine considéré en 2008 comme son principal point faible. Au vu de la situation économique actuelle des Etats-Unis, il n'est pourtant pas acquis que M. Obama puisse tirer profit de ces succès. Néanmoins, le contexte international demeure particulièrement instable et les opportunités de conflits ne manquent pas. Dès lors, afin de mieux appréhender quelles pourraient être les grandes lignes

¹ Ewen MacAskill, « Obama caught on mic telling Medvedev to give US 'space' on nuclear issue », *The Guardian*, 26 mars 2012. <http://www.guardian.co.uk/world/2012/mar/26/obama-medvedev-space-nuclear>

de la politique étrangère du président Obama s'il était réélu, il convient de traiter le bilan du premier mandat, d'étudier les propositions du candidat et, enfin, de se pencher sur l'équipe qui pourrait l'accompagner pour un second mandat.

1) Un premier mandat mitigé

En matière de politique étrangère, la plus grande réussite de Barack Obama est sans conteste sa décision de lancer un raid contre la résidence pakistanaise d'Oussama Ben Laden qui aboutit à la mort du terroriste, le 2 mai 2011. Il convient en effet de rappeler que cette opération était particulièrement audacieuse. Tout d'abord, la présence du chef l'al-Qaïda n'était pas avérée. Selon les analystes de la *Central Intelligence Agency* (CIA), la probabilité qu'il se trouve dans la résidence oscillait entre 60 et 80%². Ensuite, le mode opératoire retenu par M. Obama – un assaut des Forces spéciales plutôt qu'un bombardement aérien – présentait un certain nombre de risques. Le vice-président Joe Biden, le secrétaire à la Défense de l'époque, Robert Gates, et plusieurs responsables militaires étaient d'ailleurs assez sceptiques quant à cette option en raison de précédentes déconvenues comme la mission de secours des otages de l'ambassade américaine de Téhéran en 1980 ou la bataille de Mogadiscio en 1993. La question de l'impact d'une telle opération sur les relations tendues entre Washington et Islamabad était également une source d'inquiétude³. Après d'intenses délibérations, le président Obama endossa la responsabilité du raid et donna son aval à l'assaut contre le chef d'al-Qaïda.

Le raid d'Abbottabad, mené par les forces spéciales mais dirigé par la CIA, a également mis en exergue l'évolution de la stratégie de contre-terrorisme au cours des quatre dernières années. **Le rapprochement et la plus grande imbrication entre les missions spéciales des forces armées et les activités paramilitaires de la CIA ont permis à l'administration américaine de se focaliser sur des opérations ciblées visant les terroristes et leurs chefs**⁴. « *Notre meilleure attaque n'est pas nécessairement le déploiement de larges armées à l'étranger mais d'apporter une pression ciblée, chirurgicale, sur les groupes qui nous menacent*⁵ », a ainsi expliqué le conseiller présidentiel, John Brennan, en référence à cette évolution stratégique qui a notamment provoqué l'affaiblissement du noyau dur d'al-Qaïda au Pakistan mais également au Yémen.

La mort de Ben Laden a indéniablement permis à l'inexpérimenté Barack Obama de s'affirmer en tant que chef des armées. **Ces succès en matière de contre-terrorisme ont largement contribué à la formation d'une image positive de l'action présidentielle dans le domaine des affaires internationales.** Néanmoins, cette

² Siobhan Gorman, Adam Entous, « U.S. Rolled Dice in bin Laden Raid », *The Wall Street Journal*, 3 mai 2011.

<http://online.wsj.com/article/SB10001424052748704569404576299500647391240.html?mod=>

³ Mark Mazzetti, Helene Cooper, Peter Baker, « Clues Gradually Led to the Location of Qaeda Chief », *The New York Times*, 2 mai 2011.

<http://www.nytimes.com/2011/05/03/world/asia/03intel.html?hp> ; Siobhan Gorman, Julian E. Barnes, « Spy, Military Ties Aided bin Laden Raid », *The Wall Street Journal*, 23 mai 2011.

<http://online.wsj.com/article/SB10001424052748704083904576334160172068344.html> ; Peter Bergen, « Sense and nonsense about Obama and Osama », CNN, 30 août 2012.

<http://edition.cnn.com/2012/08/29/opinion/bergen-obama-osama-books/index.html>

⁴ Raphaël Ramos, *Etats-Unis : Evolution du rôle de la CIA et du Pentagone dans la lutte contre le terrorisme*, ESISC, 11 septembre 2011. <http://esisc.net/upload/publications/analyses/etats-unis-evolution-du-role-de-la-cia-et-du-pentagone-dans-la-lutte-contre-le-terrorisme/ETATS-UNIS%20-%20EVOLUTION%20DU%20ROLE%20DE%20LA%20CIA%20ET%20DU%20PENTAGONE%20DANS%20LA%20LUTTE%20CONTRE%20LE%20TERRORISME.pdf>

⁵ Ken Dilanian, « U.S. counter-terrorism strategy to rely on surgical strikes, unmanned drones », *The Los Angeles Times*, 29 juin 2011. <http://www.latimes.com/news/politics/la-pn-al-qaeda-strategy-20110629.0.7494157.story>

perception s'est récemment inversée à la suite de l'attentat terroriste contre le consulat américain de Benghazi qui, le 11 septembre dernier, coûta leur vie à quatre citoyens américains dont l'ambassadeur des Etats-Unis en Libye, J. Christopher Stevens. Suite à cette attaque, le taux de satisfaction de l'action présidentielle en politique étrangère a perdu 11 points selon un sondage *Wall Street Journal/NBC News*⁶.

Cette chute a en effet illustré les doutes suscités par l'action du président vis-à-vis de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Durant la campagne de 2008, M. Obama s'était en effet engagé à redorer l'image des Etats-Unis à l'étranger. Durant son discours du Caire de juin 2009, le président Obama avait expliqué être venu « chercher » dans la capitale égyptienne « un nouveau départ entre les musulmans et les Etats-Unis », affirmant que « le cycle de la méfiance et de la discorde devait s'achever⁷ ». En arrivant à la Maison-Blanche, il tendit la main à l'Iran, notamment par l'intermédiaire d'une lettre personnelle adressée au guide suprême, Ali Khomeini, afin d'inciter la République islamique à renoncer à son programme nucléaire⁸. A l'occasion du « Printemps arabe », M. Obama se décida, après quelques atermoiements, à soutenir le mouvement, appelant l'allié de longue date qu'était Hosni Moubarak à démissionner et participant à l'opération militaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en Libye.

Force est de constater que l'audace du président n'a, sur ces dossiers, pas été récompensée. La main tendue au régime iranien a été rejetée et l'administration américaine a dû se résoudre à renforcer les sanctions économiques contre Téhéran. Dans l'intervalle, le programme nucléaire iranien a progressé. **Les capacités de production d'uranium enrichi du pays auraient même triplé depuis l'entrée en fonction de M. Obama⁹, signe que la nouvelle approche prônée en 2008-2009 ne s'est pas révélée plus efficace que la politique des précédentes administrations.** Le 11 septembre 2012, l'assaut contre le consulat américain en Libye et l'attaque de l'ambassade des Etats-Unis au Caire sont venus considérablement ternir le bilan du président Obama. L'attentat de Benghazi, berceau du soulèvement contre Mouammar Kadhafi, a démontré que **le régime du tyran libyen avait été remplacé par un Etat défaillant, incapable de tenir tête aux milices et aux groupes islamistes qui se sont développés à la faveur de la guerre civile.** De même, la timidité de la réponse du président égyptien Mohammed Morsi, qui n'a pas condamné l'attaque de l'ambassade du Caire, a suscité de **sérieuses interrogations sur la fiabilité des responsables issus des Frères musulmans et sur leur capacité à résister aux courants les plus radicaux qui traversent le pays.** Signe de l'irritation de l'administration américaine, compréhensible au vu des risques pris par M. Obama en soutenant le processus de transition égyptien, les négociations concernant l'aide financière apportée par Washington à l'Egypte ont été suspendues¹⁰. Plus largement, **la série de manifestations provoquées en septembre dernier par la diffusion d'un**

⁶ Konrad Yakabuski, « Obama's slump in foreign policy polls offers a much-needed boon for Romney », *The Globe and Mail*, 19 septembre 2012.

<http://www.theglobeandmail.com/news/world/obamas-slump-in-foreign-policy-polls-offers-a-much-needed-boon-for-romney/article4555880/>

⁷ *Remarks by the President on a New Beginning*, The White House, Office of the Press Secretary, 4 juin 2009. http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-by-the-President-at-Cairo-University-6-04-09/

⁸ Tabassum Zakaria, Caren Bohan, « Obama's Iran policy shifted from outreach to pressure and sanctions », Reuters, 13 janvier 2012. <http://www.csmonitor.com/World/Latest-News-Wires/2012/0113/Obama-s-Iran-policy-shifted-from-outreach-to-pressure-and-sanctions>

⁹ Joby Warrick, « Obama's policy on Iran bears some fruit, but nuclear program still advances », *The Washington Post*, 25 septembre 2012. http://www.washingtonpost.com/world/national-security/obamas-policy-on-iran-bears-some-fruit-but-nuclear-program-still-advances/2012/09/24/f51f9a04-fc21-11e1-a31e-804fccb658f9_print.html

¹⁰ Anne Gearan, Michael Birnbaum, « U.S. aid to Egypt stalled », *The Washington Post*, 17 septembre 2012. http://www.washingtonpost.com/world/national-security/us-aid-to-egypt-stalled/2012/09/17/36ef0402-00e0-11e2-9367-4e1bafb958db_story.html

film hostile à l'Islam a confirmé que les discours et l'action du président américain n'avaient pas permis d'améliorer l'image de son pays en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

La politique de l'administration Obama au Moyen-Orient a également suscité de l'inquiétude et du ressentiment en Israël, participant à la dégradation des relations entre les deux alliés. Si plusieurs éléments ont contribué à ce refroidissement, le dossier iranien demeure la principale source de tension entre M. Obama et le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou. Jérusalem reproche en effet à Washington son manque de soutien et sa passivité face au programme nucléaire de Téhéran. En septembre dernier, M. Nétanyahou a formulé une critique inhabituellement dure de l'action de l'administration américaine, expliquant que « *ceux, dans la communauté internationale, qui refusent de mettre une ligne rouge face à l'Iran n'ont pas le droit moral de mettre un feu rouge devant Israël*¹¹ ».

Les guerres d'Afghanistan et Irak ont également occupé une place importante dans la campagne de 2008 et dans la politique étrangère de M. Obama. **Sur le dossier irakien, le président, qui s'était engagé à mettre un terme à la présence militaire américaine en Mésopotamie, a tenu parole.** Les opérations de combat de l'armée américaine se sont arrêtées à la fin de l'été 2010 et les derniers soldats ont quitté le pays fin 2011. Néanmoins, **l'Irak est, depuis, en proie à un regain d'instabilité et de violence qui a, selon une étude du Center for Strategic and International Studies (CSIS), fait ressurgir le spectre de la guerre civile**¹². Le désengagement d'Irak devait, selon les promesses de campagne du candidat démocrate, permettre de consacrer plus de moyens à l'Afghanistan qui avait été négligé par la précédente administration. C'est ce qui a été fait avec l'envoi de 33.000 soldats supplémentaires décidé en 2009. En juin 2011, le président Obama, citant l'affaiblissement d'al-Qaïda et des Talibans, annonça le début du retrait des renforts¹³. Cette transition doit s'étaler jusqu'en 2014, date à laquelle les opérations de combat cesseront et la sécurité du pays dépendra uniquement des forces de sécurité afghanes. Toutefois, comme pour l'Irak, l'avenir de l'Afghanistan semble assez sombre. D'après les récents travaux de l'*International Crisis Group* (ICG), **le pays n'est pas, en termes politique et sécuritaire, en capacité de faire face au départ des troupes étrangères en 2014.** Etant donné la fragilité des institutions locales, cette échéance pourrait provoquer l'effondrement de l'Etat afghan et une guerre civile¹⁴.

Dans le domaine du contrôle des armements, **le président Obama a signé en avril 2010 le nouveau traité START (Strategic Arms Reduction Treaty) avec son homologue russe de l'époque Dmitri Medvedev.** Dans le cadre de cet accord, les deux pays se sont engagés à réduire leur arsenal d'environ un tiers pour atteindre 1.550 ogives. Salué comme un événement historique, ce traité constitue le socle de la « réinitialisation » de la relation entre Washington et Moscou promise par la Maison-Blanche¹⁵. S'il constitue un

¹¹ David E. Sanger, Isabel Kershner, « Israeli Sharpens Call for United States to Set Iran Trigger », *The New York Times*, 11 Septembre 2012.

<http://www.nytimes.com/2012/09/12/world/middleeast/united-states-and-israel-engage-in-public-spat-over-iran-policy.html?pagewanted=all>

¹² Anthony H. Cordesman, Sam Khazai, *Iraq After US Withdrawal : US Policy and the Iraqi Search for Security and Stability*, Washington D.C., Center for Strategic and International Studies, 18 juillet 2012, p. xi. http://csis.org/files/publication/120718_Iraq_US_Withdrawal_Search_SecStab.pdf

¹³ Ewen MacAskill, Patrick Wintour, « Afghanistan withdrawal: Barack Obama says 33,000 troops will next year », *The Guardian*, 23 juin 2011. <http://www.guardian.co.uk/world/2011/jun/23/afghanistan-withdrawal-barack-obama-troops>

¹⁴ *Afghanistan : The Long, Hard Road to the 2014 Transition*, Bruxelles, The International Crisis Group, Asia Report n° 236, 8 octobre 2012. <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/afghanistan/236-afghanistan-the-long-hard-road-to-the-2014-transition.pdf>

¹⁵ Carol E. Lee, « President Obama, Dmitry Medvedev sign Strategic Arms Reduction Treaty », *Politico*, 8 avril 2010. <http://www.politico.com/news/stories/0410/35522.html>

gage de l'engagement de M. Obama à favoriser l'émergence d'un monde sans armes nucléaires, cet accord a également été critiqué pour son manque d'ambition¹⁶. De plus, comme l'illustrent actuellement les crises iranienne et syrienne, on peut difficilement soutenir que le Kremlin a adopté une attitude plus constructive vis-à-vis des Etats-Unis.

Enfin, le mandat du président Obama a été marqué par le **bascullement du centre de gravité de la politique étrangère américaine vers l'Asie, et plus particulièrement la Chine**. Néanmoins, dans le domaine des rapports entre Washington et Pékin, la situation n'a pas véritablement évolué, comme en témoignent les récentes admonestations du président américain visant les pratiques commerciales chinoises¹⁷.

2) Une campagne marquée par des enjeux intérieurs

Considérée comme un point fort du bilan présidentiel, la politique étrangère a occupé une place importante dans le lancement de la campagne de réélection de Barack Obama au printemps dernier. L'équipe du président a en effet utilisé le premier anniversaire de la mort d'Oussama Ben Laden dans une publicité télévisée mettant en cause Mitt Romney, suggérant que le candidat républicain n'aurait pas eu le « cran » de déclencher le raid contre la résidence pakistanaise du chef terroriste¹⁸. Depuis, le président et ses soutiens utilisent régulièrement cette thématique pour mettre en valeur l'expérience et les succès de M. Obama, notamment dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, tout en attaquant la vision du monde datant de la « *Guerre froide* » de leur adversaire¹⁹.

Toutefois, **en dépit de la perception positive du bilan présidentiel en politique étrangère, force est de constater que cette thématique demeure relativement absente du programme de Barack Obama**. Ces questions ne font en effet pas partie des préoccupations actuelles de l'opinion publique américaine dans une campagne marquée par des enjeux économiques et domestiques. On observe ainsi que les affaires internationales ne figurent pas parmi les principaux sujets mis en avant sur le site Internet du candidat Obama. De plus, la partie de sa plateforme en ligne consacrée à la sécurité nationale évoque simplement – et très succinctement – le retrait d'Irak, la perspective du retrait d'Afghanistan, l'affaiblissement d'al-Qaïda, la lutte contre les armes nucléaires et le rétablissement de la stature des Etats-Unis dans le monde²⁰.

Dans ses discours, le candidat Obama évoque brièvement quelques dossiers d'importance mais ne donne pas de contenu à ce que pourrait être la politique étrangère de son administration. Devant la convention du Parti démocrate, il a par exemple mentionné la nécessité de poursuivre la lutte contre le terrorisme, de contenir la crise européenne ou encore d'être uni face au gouvernement iranien²¹. Durant l'assemblée générale des Nations unies, le président américain a rappelé sa volonté de traiter le dossier

¹⁶ Dimitri Simes, « Is Obama Overselling His Russia Arms Control Deal? », *Time*, 27 avril 2010. <http://www.time.com/time/world/article/0,8599,1984882,00.html>

¹⁷ Lucy Madison, « Obama announces another trade complaint against China », CBS News, 17 septembre 2012. http://www.cbsnews.com/8301-503544_162-57514050-503544/obama-announces-another-trade-complaint-against-china/

¹⁸ Chris McGreal, « Obama campaign marks Bin Laden raid anniversary with Romney attack ad », *The Guardian*, 30 avril 2012. <http://www.guardian.co.uk/world/2012/apr/30/obama-campaign-bin-laden-death-ad>

¹⁹ Mark Lander, « Obama and Democrats Point to Foreign Policy Strength », *The New York Times*, 7 septembre 2012. http://www.nytimes.com/2012/09/07/us/politics/obama-and-democrats-point-to-foreign-policy-strength.html?_r=1&hpw

²⁰ <http://www.barackobama.com/national-security>

²¹ *Remarks by the President at the Democratic National Convention*, The White House, Office of the Press Secretary, 6 septembre 2012. <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/09/07/remarks-president-democratic-national-convention>

iranien par la diplomatie mais a promis que les Etats-Unis prendraient leurs responsabilités pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire. Il a également timidement appelé Israéliens et Palestiniens à ne plus se tourner le dos²².

Il est donc possible de déduire que **sur les dossiers « chauds » de politique étrangère, l'action du président Obama dans second mandat s'inscrit dans la continuité du premier**. La diplomatie devrait ainsi être privilégiée pour résoudre les crises liées au programme nucléaire iranien et au conflit syrien. Les frappes ciblées resteront l'outil principal de la politique américaine de lutte contre al-Qaïda. En Afghanistan, le calendrier de retrait va se poursuivre même si la question d'éventuelles négociations avec les Talibans pourrait resurgir. Par ailleurs, la relation avec la Chine risque également d'occuper une place importante avec notamment l'arrivée de nouveaux dirigeants à Pékin.

Parallèlement à ces sujets d'actualité, une réélection pourrait offrir à Barack Obama l'opportunité de laisser sa marque dans l'histoire par l'intermédiaire d'une initiative internationale. C'est notamment ce qu'a expliqué Ben Rhodes, plume du président et conseiller adjoint à la sécurité nationale, pour lequel **M. Obama souhaite s'inspirer de la politique menée par Ronald Reagan durant son second mandat**²³. **La lutte contre la prolifération nucléaire apparaît ainsi comme un thème que le président pourrait chercher à promouvoir**. Rappelons d'ailleurs qu'en avril 2009, il avait invoqué, lors d'un discours à Prague, la « *responsabilité morale* » des Etats-Unis d'œuvrer pour libérer le monde de la menace des armes nucléaires²⁴. Contrairement aux craintes du camp républicain, **M. Obama pourrait adopter une posture plus bipartisane en privilégiant des sujets moins clivant comme le changement climatique**²⁵. D'après M. Rhodes, la Maison-Blanche espère également être en mesure de pouvoir faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient, ce qui permettrait de justifier le Prix Nobel de la paix obtenu en octobre 2009. Toutefois, conscient du contexte particulièrement défavorable à toute initiative de ce type, le conseiller présidentiel a précisé que M. Obama ne s'impliquerait personnellement dans ce dossier que si les deux camps se montrent prêts à négocier sérieusement²⁶.

3) L'équipe d'un second mandat

Pour pallier son manque d'expérience dans le domaine des affaires étrangères, Barack Obama choisit en 2008 de mettre en place une équipe de professionnels aguerris, à commencer par le vice-président Joe Biden. M. Obama demanda à Robert Gates, secrétaire à la Défense nommé par le président George W. Bush en 2006, de conserver son poste. Il fit également appel à Hillary Clinton, qui en tant que sénateur avait notamment servi à la Commission des Forces armées, pour prendre la tête de la diplomatie américaine. Pour coordonner le processus d'élaboration de la politique étrangère, de défense et de sécurité au sein du Conseil de sécurité nationale, il sollicita le général quatre étoiles à la retraite James Jones, ancien commandant des forces de l'OTAN.

²² *Remarks by the President to the UN General Assembly*, The White House, Office of the Press Secretary, 25 septembre 2012. <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/09/25/remarks-president-un-general-assembly>

²³ Ryan Lizza, « The Second Term », *The New Yorker*, 18 juin 2012.

http://www.newyorker.com/reporting/2012/06/18/120618fa_fact_lizza

²⁴ *Remarks by President Barack Obama*, The White House, Office of the Press Secretary, 5 avril 2009. <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/Remarks-By-President-Barack-Obama-In-Prague-As-Delivered>

²⁵ Ryan Lizza, « The Second Term », *op. cit.*

²⁶ Matt Spetalnick, « Analysis: Would a second term mean "Obama Unleashed" on world stage », Reuters, 24 août 2012. <http://www.reuters.com/article/2012/08/24/us-usa-campaign-obama-foreign-idUSBRE87NoT120120824>

Certains membres de cette équipe, comme Robert Gates ou le général Jones, ont déjà été remplacés par des hommes de confiance du président que sont Leon Panetta et Thomas Donilon. D'autres, dont Hillary Clinton, ont annoncé qu'ils ne participeraient pas à un second mandat. **Une réélection de Barack Obama devrait donc aboutir, selon les termes d'un membre de l'entourage présidentiel, à un « remaniement de grande envergure²⁷ ».** Pour remplacer Mme Clinton, John Kerry et Susan Rice font figure de favoris. Le premier, sénateur du Massachusetts, président de la Commission des Affaires étrangères et ancien candidat à la présidentielle, dispose en effet de l'expérience et des contacts nécessaires à un chef de la diplomatie. Il joue d'ailleurs un rôle de premier plan dans la campagne de M. Obama, en étant la principale voix démocrate pour critiquer les positions de M. Romney en politique étrangère²⁸. La seconde, actuelle ambassadrice des Etats-Unis auprès des Nations unies, est très appréciée par la Maison-Blanche. Elle est créditée pour son influence dans la décision de Barack Obama d'intervenir en Libye et pour son rôle dans les délibérations du Conseil de sécurité des Nations unies sur ce dossier²⁹.

Toutefois, l'influence limitée de Mme Clinton durant ses quatre années au sein de l'administration Obama permet de relativiser l'importance de l'arrivée d'un nouveau secrétaire d'Etat et, plus largement, la formation d'un nouveau cabinet. Si la marginalisation du département d'Etat dans l'élaboration de la politique étrangère américaine n'est pas un phénomène nouveau, il s'est particulièrement accentué sous la présidence de M. Obama. Du point de vue organisationnel, **le mandat de Barack Obama a été marqué par une centralisation extrême des outils décisionnels à la Maison-Blanche³⁰. Le président s'est en effet appuyé sur quelques jeunes conseillers, issus de son équipe de campagne et étrangers aux références historiques qui avaient jusqu'ici façonné la conduite des Etats-Unis dans les affaires internationales³¹. Avec l'expérience acquise depuis 2009 et l'attachement du président à un fonctionnement en vase clos, ce phénomène pourrait encore s'accroître en cas de réélection.** Les membres de l'équipe rapprochée de M. Obama devraient ainsi demeurer particulièrement influents. Si on lui prête l'ambition de vouloir remplacer Mme Clinton, le conseiller à la sécurité nationale Thomas Donilon restera vraisemblablement en poste, tout comme son adjoint Dennis McDonough ou la plume du président dans le domaine de la politique étrangère, Ben Rhodes.

4) Conclusion

Comme nous l'avons vu, l'ambitieux programme présenté en 2008 par Barack Obama dans le domaine de la politique étrangère a donné des résultats contrastés. Si l'avenir de l'Irak et de l'Afghanistan demeure incertain, les promesses de campagne concernant ces deux théâtres d'opération ont été tenues. La mort d'Oussama Ben Laden et l'accroissement de la pression sur les dirigeants d'al-Qaïda au Pakistan sont des succès incontestables même si

²⁷ Darren Samuelsohn, « W.H. plans for a second term », *Politico*, 8 septembre 2012.

<http://www.politico.com/news/stories/0912/80938.html>

²⁸ Mark Lander, « Obama and Democrats Point to Foreign Policy Strength », *op. cit.*

²⁹ James Traub, « The Point Guard », *Foreign Policy*, septembre-octobre 2012.

http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/08/13/the_point_guard

³⁰ Raphaël Ramos, *L'affirmation de Barack Obama en tant que commandant en chef*, ESISC, 18 mai

2011. <http://esisc.net/upload/publications/analyses/laffirmation-de-barack-obama-en-tant-que-commandant-en-chef/L%E2%80%99AFFIRMATION%20DE%20BARACK%20OBAMA%20EN%20TANT%20QUE%20COMMANDANT%20EN%20CHEF.pdf>

³¹ James Mann, « How Obama's foreign policy team relates to the Vietnam – or doesn't », *The Washington Post*, 22 juin 2012. http://www.washingtonpost.com/opinions/james-mann-how-obamas-foreign-policy-team-relates-to-the-vietnam-war--or-doesnt/2012/06/22/gJQakVWKvV_story.html

L'organisation terroriste sunnite reste un important facteur de déstabilisation au Yémen, en Somalie ou en Afrique du Nord. Dans le même temps, le nouveau départ promis au Caire entre les Etats-Unis et le monde arabo-musulman n'a pas eu lieu. La main tendue à l'Iran n'a pas perturbé la progression du régime de Téhéran vers une arme atomique dont il n'a jamais été aussi proche.

A l'image de la campagne actuelle, le mandat du prochain président des Etats-Unis devrait être dominé par l'économie et des enjeux intérieurs. Cela devrait être particulièrement vrai en cas de réélection de M. Obama car ce dernier sera immédiatement confronté aux conséquences politiques des grands chantiers ouverts durant son premier mandat. Pourtant, les affaires internationales pourraient se révéler aussi importantes pour le pays que les questions liées à sa situation économique et budgétaire. La Syrie, l'Iran et la perspective d'une attaque israélienne, les conditions du retrait d'Afghanistan, les suites du « Printemps arabe » ou encore l'évolution des rapports avec Pékin sont en effet des sujets cruciaux qui ne pourront être éludés par le prochain locataire de la Maison-Blanche.

Face à ces incertitudes, le président Obama n'a, durant les premiers mois de campagne, pas apporté de réponses précises, se contentant de rappeler ses succès et d'attaquer les positions de son adversaire. Néanmoins, le bilan de son premier mandat a permis de mettre en lumière une forme de pragmatisme dont le traitement du dossier iranien est révélateur. Le dialogue prôné par M. Obama durant sa campagne de 2008 a en effet rapidement cédé la place à un durcissement sans précédent des sanctions contre le régime de Téhéran, aujourd'hui dans une situation délicate. La ligne ambitieuse défendue en 2008, dont les visées électoralistes n'ont échappé à personne, a ainsi été rattrapée par l'implacable réalité des relations internationales. En cas de réélection le 6 novembre prochain, il convient donc de se demander si M. Obama, libéré de la contrainte électorale, poursuivra dans la voie du pragmatisme ou s'il retombera dans les travers de ses premiers mois à la Maison-Blanche en menant une politique étrangère déconnectée des réalités car trop ambitieuse.